

Distr.
RESTREINTE
TRADE/WP.1/38
17 décembre 1959
Original: FRANÇAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE
COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE
Groupe de travail spécial sur l'arbitrage

CONVENTION EUROPEENNE SUR L'ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL

Projet de dispositions finales présenté par le Secrétariat

1. Lors de sa sixième session, le Groupe de travail spécial sur l'arbitrage a décidé que le Secrétariat préparera et présentera aux Gouvernements un projet de dispositions finales lorsque sera définitivement arrêté par le Groupe de travail le texte des dispositions de fond du projet de Convention européenne sur l'arbitrage commercial international à soumettre à une réunion éventuelle de plénipotentiaires (TRADE/80, paragraphe 34).

2. A sa septième session, le Groupe de travail a établi en deuxième lecture le texte du projet de Convention et a estimé que ce texte devrait être soumis à une réunion spéciale de plénipotentiaires chargés de négocier et de signer la Convention, réunion pouvant être convoquée pour une durée de trois semaines environ à partir du 4 avril 1960 (TRADE/96, paragraphe 34).

3. En conformité des décisions du Groupe de travail, le Secrétariat présente, en Annexe I à cette note, un projet de l'Article X de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international contenant les dispositions finales. Dans ce projet le Secrétariat s'est inspiré des dispositions finales de la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) élaborée sous les auspices de la Commission économique pour l'Europe et ouverte à la signature à Genève le 19 mai 1956. Les articles pertinents de cette Convention (Articles 42 à 51 du Chapitre VIII) sont reproduits à l'Annexe II à la présente note.

4. Le Secrétariat a cru utile de s'attacher plus particulièrement aux dispositions finales de la CMR étant donné que, dans le cas de cette Convention comme dans le cas de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, il s'agit de dispositions de droit privé qui, dans les droits internes des différents pays européens, ressortissent au domaine de la loi et ne peuvent donc, en principe être modifiées par une convention internationale qu'à condition que cette convention soit soumise à ratification.

5. Pour tenir compte du caractère particulier du projet de Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, le Secrétariat a toutefois été amené à introduire dans son projet de clauses finales pour cette Convention, certaines modifications par rapport aux dispositions finales de la CMR. Ces modifications sont indiquées ci-dessous:

6. Les paragraphes 1 à 5 de l'Article X du projet de Convention européenne sur l'arbitrage commercial international reproduisent l'Article 42 de la CMR. Cet article, et notamment les paragraphes 1 et 2, a été adopté après de longs débats et a fait l'objet de décisions successives du Comité des Transports Intérieurs de la Commission économique pour l'Europe (E/ECE/TRANS/490, paragraphes 5 et 6; E/ECE/TRANS/509, paragraphes 35 - 38).

7. Le paragraphe 6 de l'Article X du projet de Convention européenne sur l'arbitrage commercial international introduit parmi les clauses finales, conformément à la décision prise par le Groupe de travail à sa sixième session, la disposition relative à l'élaboration des listes des Chambres de Commerce compétentes (TRADE/80, Annexe II, paragraphe 12).

8. Le paragraphe 7 du projet de l'Article X reprend le principe consacré, en ce qui concerne l'exclusion des réserves à la Convention, par le paragraphe 3 de l'Article 48 de la CMR, en tenant toutefois compte de circonstances particulières à la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international et notamment du fait qu'une possibilité de faire des réserves a été admise dans l'Article II de la Convention au sujet de la capacité des personnes morales de droit public de se soumettre à l'arbitrage.

9. Le paragraphe 8 du projet de l'Article X reprend, avec de simples aménagements rédactionnels, les termes de l'Article 43 de la CMR (entrée en vigueur de la Convention).

10. Les paragraphes 9 et 10 de l'Article X reprennent les dispositions des Articles 44 et 45 de la CMR (dénonciation et abrogation de la Convention).

11. Le Secrétariat n'a pas cru devoir introduire dans son projet de clauses finales pour la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international de dispositions correspondant aux Articles 46 (Application de la CMR aux territoires que les Parties contractantes représentent sur le plan international), 47 (interprétation de la CMR) et 48 (réserves à l'Article 47 de la CMR).

12. Etant donné l'évolution de la situation internationale et les problèmes particuliers posés par l'arbitrage commercial international sur le plan européen qui est celui de la Convention, il n'a pas semblé qu'une extension de cette Convention aux territoires "dépendants" s'impose en pratique.

13. Quant à la soumission à la Cour internationale de Justice des différends touchant l'interprétation ou l'application de la Convention, dans l'expérience de la Commission économique pour l'Europe cette disposition a souvent provoqué des difficultés et des désaccords entre pays susceptibles de devenir Parties contractantes à la Convention et a exigé l'insertion d'une autre disposition (Article 48 de la CMR) offrant la possibilité de réserves à la disposition relative à la solution des différends visés. Comme, par ailleurs, la Convention de New York pour la Reconnaissance et l'Exécution des Sentences arbitrales étrangères ne comporte pas non plus de disposition concernant les différends touchant l'interprétation ou l'application de la Convention, il a paru préférable de ne pas proposer, à ce stade, qu'une telle disposition soit insérée dans la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international.

14. Etant donné que l'adaptation de textes internationaux concernant l'arbitrage à l'évolution des faits a pu être assurée jusqu'ici sans que ces textes aient comporté une procédure élaborée de revision, il n'a pas été jugé utile de prévoir, dans le projet de clauses finales préparé par le Secrétariat, de disposition analogue à celle de l'Article 49 de la CMR (procédure de revision). Une disposition de ce genre ne figure pas non plus dans la Convention de New York pour la Reconnaissance et l'Exécution des Sentences arbitrales étrangères.

15. Le paragraphe 11 de l'Article X reprend, en les adaptant aux circonstances, les dispositions des Articles 50 (notifications par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies) et 51 (dépôt de l'original de la Convention) de la CMR.

ANNEXE I

CONVENTION EUROPEENNE SUR L'ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL

Projet de dispositions finales présenté par le Secrétariat

Article X

DISPOSITIONS FINALES

1. La présente Convention est ouverte à la signature ou à l'adhésion des pays membres de la Commission économique pour l'Europe et des pays admis à la Commission à titre consultatif conformément au paragraphe 8 du mandat de cette Commission.
2. Les pays susceptibles de participer à certains travaux de la Commission économique pour l'Europe en application du paragraphe 11 du mandat de cette Commission peuvent devenir Parties contractantes à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.
3. La Convention sera ouverte à la signature jusqu'au ... 1960 inclus. Après cette date, elle sera ouverte à l'adhésion.
4. La présente Convention sera ratifiée.
5. La ratification ou l'adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
6. En signant la présente Convention, en la ratifiant ou en y adhérant, les Parties contractantes communiqueront au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies la liste des Chambres de Commerce de leur pays dont les Présidents assumeront les fonctions prévues par la présente Convention.
7. Aucune réserve à la présente Convention ne sera admise en dehors des réserves prévues au paragraphe 2 de l'Article II ci-dessus.
8. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après que cinq des pays mentionnés au paragraphe 1 du présent article auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion. Pour chaque pays qui la ratifiera ou y adhérera après que cinq pays auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit pays.

9. Chaque Partie contractante pourra dénoncer la présente Convention par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prendra effet douze mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

10. Si, après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le nombre de Parties contractantes se trouve, par suite de dénonciations, ramené à moins de cinq, la présente Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet.

11. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera aux pays visés au paragraphe 1, ainsi qu'aux pays devenus Parties contractantes en application du paragraphe 2 du présent Article,

- (a) les déclarations faites en vertu du paragraphe 2 de l'Article II,
- (b) les ratifications et adhésions en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent Article,
- (c) les communications reçues conformément au paragraphe 6 du présent Article,
- (d) les dates auxquelles la présente Convention entrera en vigueur conformément au paragraphe 8 du présent Article,
- (e) les dénonciations en vertu du paragraphe 9 du présent Article,
- (f) l'abrogation de la présente Convention conformément au paragraphe 10 du présent Article.

12. Après le ... 1960, l'original de la présente Convention sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des pays visés aux paragraphes 1 et 2 du présent Article.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le
en un seul exemplaire, en langues anglaise, française et russe, les trois textes faisant également foi.

ANNEXE II

DISPOSITIONS FINALES DE LA CONVENTION RELATIVE AU CONTRAT
DE TRANSPORT INTERNATIONAL DE MARCHANDISES PAR ROUTE (CMR)

Chapitre VIII

DISPOSITIONS FINALES

Article 42

1. La présente Convention est ouverte à la signature ou à l'adhésion des pays membres de la Commission économique pour l'Europe et des pays admis à la Commission à titre consultatif conformément au paragraphe 8 du mandat de cette Commission.
2. Les pays susceptibles de participer à certains travaux de la Commission économique pour l'Europe en application du paragraphe 11 du mandat de cette Commission peuvent devenir Parties contractantes à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.
3. La Convention sera ouverte à la signature jusqu'au 31 août 1956 inclus. Après cette date, elle sera ouverte à l'adhésion.
4. La présente Convention sera ratifiée.
5. La ratification ou l'adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 43

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après que cinq des pays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 42 auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chaque pays qui la ratifiera ou y adhérera après que cinq pays auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit pays.

Article 44

1. Chaque Partie contractante pourra dénoncer la présente Convention par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
2. La dénonciation prendra effet douze mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

Article 45

Si, après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le nombre de Parties contractantes se trouve, par suite de dénonciations, ramené à moins de cinq, la présente Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet.

Article 46

1. Tout pays pourra, lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que la présente Convention sera applicable à tout ou partie des territoires qu'il représente sur le plan international. La Convention sera applicable au territoire ou aux territoires mentionnés dans la notification à dater du quatre-vingt-dixième jour après réception de cette notification par le Secrétaire général ou, si à ce jour la Convention n'est pas encore entrée en vigueur, à dater de son entrée en vigueur.
2. Tout pays qui aura fait, conformément au paragraphe précédent, une déclaration ayant pour effet de rendre la présente Convention applicable à un territoire qu'il représente sur le plan international pourra, conformément à l'article 44, dénoncer la Convention en ce qui concerne ledit territoire.

Article 47

Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention que les Parties n'auraient pu régler par voie de négociations ou par un autre mode de règlement pourra être porté, à la requête d'une quelconque des Parties contractantes intéressées, devant la Cour internationale de Justice, pour être tranché par elle.

Article 48

1. Chaque Partie contractante pourra, au moment où elle signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'elle ne se considère pas liée par l'article 47 de la Convention. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par l'article 47 envers toute Partie contractante qui aura formulé une telle réserve.
2. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe 1 pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
3. Aucune autre réserve à la présente Convention ne sera admise.

Article 49

1. Après que la présente Convention aura été en vigueur pendant trois ans, toute Partie contractante pourra, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, demander la convocation d'une conférence à l'effet de reviser la présente Convention. Le Secrétaire général notifiera cette demande à toutes les Parties contractantes et convoquera une conférence de revision si, dans un délai de quatre mois à dater de la notification adressée par lui, le quart au moins des Parties contractantes lui signifient leur assentiment à cette demande.
2. Si une conférence est convoquée conformément au paragraphe précédent, le Secrétaire général en avisera toutes les Parties contractantes et les invitera à présenter, dans un délai de trois mois, les propositions qu'elles souhaiteraient voir examiner par la conférence. Le Secrétaire général communiquera à toutes les Parties contractantes l'ordre du jour provisoire de la conférence, ainsi que le texte de ces propositions, trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence.
3. Le Secrétaire général invitera à toute conférence convoquée conformément au présent article tous les pays visés au paragraphe 1 de l'article 42, ainsi que les pays devenus Parties contractantes en application du paragraphe 2 de l'article 42.

Article 50

Outre les notifications prévues à l'article 49, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera aux pays visés au paragraphe 1 de l'article 42, ainsi qu'aux pays devenus Parties contractantes en application du paragraphe 2 de l'article 42, -

- (a) les ratifications et adhésions en vertu de l'article 42,
- (b) les dates auxquelles la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 43,
- (c) les dénonciations en vertu de l'article 44,
- (d) l'abrogation de la présente Convention conformément à l'article 45,
- (e) les notifications reçues conformément à l'article 46,
- (f) les déclarations et notifications reçues conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 48.

Article 51

Après le 31 août 1956, l'original de la présente Convention sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des pays visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 42.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le dix-neuf mai mil neuf cent cinquante-six, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

Distr.
RESTRICTED
TRADE/WP.1/39
11 January 1960
Original: FRENCH

ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE
COMMITTEE ON THE DEVELOPMENT OF TRADE
Ad Hoc Working Group on Arbitration

ARTICLE IV OF THE DRAFT EUROPEAN CONVENTION ON
INTERNATIONAL COMMERCIAL ARBITRATION

Note by the Secretariat

1. When the Ad Hoc Working Group on arbitration, at its seventh session, drew up on second reading the text of the draft European Convention on International Commercial Arbitration, it included therein a text of Article IV (Organization of the arbitration) accepted by the majority of the Working Group as a basis for discussion, but criticized by certain delegations. These delegations, in the course of the discussion, proposed three other alternative texts for Article IV, including that adopted by the Working Group at its sixth session. The text provisionally accepted by the majority of the Working Group is that reproduced in Annex I, which contains the entire draft convention, to the report of the Working Group on its seventh session (TRADE/96). The other three texts are set out under the letters A, B, and C of Annex II to that report (TRADE/96, paragraphs 8 to 11).

2. The Working Group instructed the Secretariat to prepare a note underlining the differences between the various texts for article IV of the draft European Convention on International Commercial Arbitration set out in Annexes I and II to the report of the Working Group on its seventh session (TRADE/96, paragraph 12), so as to provide governments with all the data necessary to enable them to examine the difficulties encountered by the Working Group in drawing up the text of article IV.

3. In the following paragraphs, the Secretariat has endeavoured to sum up what it considers to be the fundamental differences between the four alternative texts proposed for Article IV as regards, in particular, the problem of the appointment of the arbitrator or arbitrators in cases where the parties fail to reach direct agreement on the matter.

4. From the outset, the Working Group, when it drew up the first draft European Convention on International Commercial Arbitration decided, at its sixth session, that the convention should expressly leave the parties free to choose between ad hoc arbitration and the settlement of their disputes by an arbitral institution. Having made that choice, the parties would be completely free, if they decided in favour of ad hoc arbitration, to take all necessary steps to appoint the arbitrators or establish means for their appointment in the event of an actual dispute, to determine the place of arbitration and to lay down the procedure to be followed by the arbitrators. If, on the other hand, the parties decided to have recourse to an arbitral institution, they would have to determine the permanent arbitral institution to be entrusted with the settlement of the dispute.

5. Where the parties have agreed to submit their disputes to arbitration but have failed to take the necessary steps to that end, such steps would be taken, at the request of the party relying on the arbitration agreement, by the President of the Chamber of Commerce of the habitual place of residence or seat of the respondent at the time the request for arbitration was made.

6. Under the terms of the text drawn up by the Working Group at its sixth session (see TRADE/80, Annex I, article IV, paragraphs 1 to 4; and TRADE/96 Annex II, C), action by the President of the competent Chamber of Commerce was provided for in the most varied cases. Where the parties have expressly agreed to submit the dispute to ad hoc arbitration, application could be made to the President of the competent Chamber of Commerce should the respondent refuse to appoint his arbitrator, or should the arbitrators appointed by the parties fail to agree on the appointment of the presiding arbitrator, and also in connexion with any other matter which it is essential to settle in order to initiate arbitration. Application could also be made to the President of the competent Chamber of Commerce where the parties have agreed to submit their disputes to a permanent arbitral institution but have failed to agree on the designation of the institution in an actual dispute. Lastly, the President of the respondent's Chamber of Commerce is also competent in cases, of which there are numerous examples in European commercial practice, where the contract between the parties merely states their intention of submitting their disputes to arbitration, without establishing the means for organizing the arbitration and where they fail to agree on the steps

to be taken in an actual dispute. The first version of article IV, paragraph 2 (TRADE/96, Annex II, C) left the competent President, when confronted by such an arbitration clause, which may conveniently be termed an "open" arbitration agreement, completely free to choose the method of arbitration and in particular to decide whether steps should be taken with a view to ad hoc arbitration or the whole matter referred to a permanent arbitral institution. It was understood that the President would be entitled to exercise those powers only in so far as the arbitration agreement or any other written agreement between the parties concerning the organization of the arbitration did not preclude him from doing so.

7. At the Working Group's sixth session several delegations were not altogether happy about the powers thus given to the President of the Chamber of Commerce. Fears were expressed that such a solution might unduly favour the respondent, even in cases of ad hoc arbitration where the President of the competent Chamber of Commerce exercised his power to appoint the presiding arbitrator, but particularly in the case of an "open" arbitration agreement. In some European countries ad hoc arbitration is regarded as the normal method of settling disputes, whereas in others reference to a permanent arbitral institution is preferred. Several delegations accordingly felt apprehensive at the possibility that the President of the competent Chamber of Commerce, who would normally be the President of the Chamber of Commerce of the respondent's country, might, in the case of an "open" arbitration agreement, impose the methods in use in his country rather than those which the claimant preferred and to which he was accustomed.

8. It was pointed out, however, in reply to these objections, that the system itself contained the necessary remedy, because the President of the Chamber of Commerce of the respondent's country, when acting in a specific case, could not ignore the possibility that nationals of his country might be claimants in other cases; this would be sufficient to induce the various presidents, called upon to exercise their powers under the European Convention on International Commercial Arbitration, to act with all the impartiality possible and desirable. Certain delegations nevertheless felt that, as a guarantee of impartiality, specific mention should be made in the Convention of the nationality of the arbitrators appointed by the President of the competent Chamber of Commerce. It was not, however, possible to reach agreement on that point at the sixth session and the question was left open (TRADE/80, Annex II, paragraphs 9 to 11).

9. When the question was taken up again at the Working Group's seventh session, it was found that the fears and misgivings expressed by the various delegations regarding the powers given to the President of the competent Chamber of Commerce had in no ways diminished. Efforts were therefore made to solve the problem along different lines. It was generally agreed that stipulations as to the nationality of the arbitrators to be appointed could not, under present conditions, be regarded as genuine guarantee in their impartiality. But to preclude the possibility that in a specific case the parties to an arbitration agreement might, through the decision of the President of the competent Chamber of Commerce be drawn into proceedings at variance with their real intentions, it was suggested that where the parties failed to agree on all or any of the steps necessary to initiate arbitration, application by the claimant to the President of the respondent's Chamber of Commerce should be optional, not compulsory. Accordingly, if the claimant failed to exercise that right within a period, to be specified in the convention, from the notification to the respondent of the request for arbitration, the arbitration agreement would be deemed to be rescinded in so far as the dispute in question was concerned unless, prior to the expiry of a further period (also to be specified in the convention) the respondent had conferred on the President of the Chamber of Commerce of the claimant's habitual place of residence or seat at the time the request for arbitration was made, authority to exercise the functions necessary for initiating the arbitral proceedings. The rescission of the request for arbitration would give the ordinary courts jurisdiction over the dispute in question there being no longer any valid arbitration agreement to bar their jurisdiction.

10. This solution forms the basis of the alternative text B contained in Annex II to the report of the Working Group on its seventh session (TRADE/96). This text provides, however, that the arbitration agreement is not deemed to be rescinded where the parties have determined the place of arbitration or where the appointment of the respondent's arbitrator alone is involved. Moreover, the system would apply both to ad hoc arbitration and to an agreement by the parties to submit their disputes to a permanent arbitral institution, in the case of failure to appoint the arbitrators or the presiding arbitrator or of disagreement between the arbitrators appointed; it would also apply, in the case of an "open" arbitration agreement, where the parties fail to agree on the method of arbitration.

11. This solution was, however, criticised even by some of the delegations which fully supported the idea of seeking to limit the President's discretionary powers by providing for the rescission of the arbitration agreement where the claimant fails to exercise his right to apply to the President of the competent Chamber of Commerce. They pointed out, in particular, that this solution lessened the effectiveness of the arbitration agreement and that it hardly seemed fitting that, where the parties had agreed to submit their dispute to ad hoc arbitration, the failure of the parties or of their arbitrators to agree on one of the elements of the arbitral procedure should have the effect of rescinding the arbitration agreement as a whole. As regards ad hoc arbitration, delegations holding this latter view therefore felt that the solution provided for in the original text of article IV as drawn up by the Working Group at its sixth session should be maintained and that the rescission of the arbitration convention should be permissible only in the case of "open" arbitration agreements.

12. In the latter case, indeed, the powers of the President of the competent Chamber of Commerce were deemed by certain delegations to be so wide that a corrective seemed imperative, in the form of a provision for the rescission of the arbitration agreement where the claimant considers it preferable not to leave the choice of the method of arbitration to that president. This idea is embodied in the text of article IV included in the draft Convention drawn up by the Working Party at its seventh session (TRADE/96, Annex I). In accordance with this text, where ad hoc arbitration is concerned, failure to appoint the arbitrators or disagreement between the appointed arbitrators does not render the arbitration agreement inoperative; that agreement can therefore be invoked to bar judicial proceedings even if the party invoking the arbitration agreement does not request the President of the competent Chamber of Commerce to take the necessary steps to initiate arbitration. On the other hand, where an "open" arbitration agreement is concerned, the claimant is merely given the right to apply to the President of the competent Chamber of Commerce; if he fails to exercise the right to apply to the President of the respondent's Chamber of Commerce within the period specified in the European Convention on International Commercial Arbitration, the arbitration agreement is deemed to be rescinded unless, prior to the expiry of a further period (likewise specified in the Convention) the respondent confers on the President of the claimant's Chamber of Commerce authority to exercise the functions necessary for initiating the arbitral proceedings.

13. Unlike the alternative text B in Annex II to document TRADE/96, the text included by the Working Group in the draft drawn up at second reading provides for the rescission of the arbitration agreement only in the case of an "open" arbitration agreement; it does not apply where the agreement between the parties contain an indication, however incomplete, on the method of arbitration to which they intended to have recourse for the dispute in question.

14. This is also the solution contained in the text proposed for Article IV by the Federal Republic of Germany as a drafting amendment (TRADE/96, Annex II, A). The purpose of this proposal is to specify more clearly the various cases in which the President of the competent Chamber of Commerce may be called upon to take the necessary steps to initiate the arbitration. Paragraphs 2 and 3 of this text deal with cases where the parties have agreed to submit their dispute to ad hoc arbitration. In this case, the arbitration agreement is not deemed to be rescinded if the party invoking it does not exercise his right to apply to the President of the competent Chamber of Commerce of the country of the respondent's habitual place of residence or seat when the request for arbitration is made. Paragraph 4 of the text contains a similar provision for cases where the parties have agreed to submit their disputes to a permanent arbitral institution without determining the institution in question.

15. On the other hand, paragraph 5 of this text introduces the principle of rescission, in the case of an "open" arbitration agreement, where the party invoking the arbitration agreement does not avail itself within the specified period of the right to apply to the President of the respondent's Chamber of Commerce.

16. In the above remarks, no reference has been made to an aspect in which the three texts put forward at the Working Group's seventh session differ from the text drawn up by the Working Group at its sixth session; this concerns the provision to the effect that, where the parties have agreed upon the place of residence or seat at the time the request for arbitration was made and the President of the competent Chamber of Commerce of the country where is situated the place of arbitration chosen by the parties. All the delegations at the seventh session appeared to be agreed on this solution and to differ only, at the present stage, on the principle of the rescission of the arbitration agreement where the claimant fails to apply to the President of the competent Chamber of Commerce, and in particular on the scope of that principle, if accepted.